

# Elections Législatives des 12 et 19 Mars 1978

## PARTI SOCIALISTE

Madame, Mademoiselle, Monsieur,

Vous allez être appelé, les 12 et 19 Mars prochain, à élire le Député de la deuxième circonscription de la Haute Corse, votre circonscription.

A cette occasion vous allez, comme tous les français, exprimer votre choix entre le statu-quo et le changement, entre une société fortement marquée par l'injustice, l'insécurité, et une société de justice, de progrès et de liberté.

Pour vous qui vivez aujourd'hui en Corse, comme pour vous qui en êtes tenu éloigné par la nécessité, c'est là une réalité que vous devez ressentir plus profondément encore.

L'état dans lequel se trouve la Corse est, à l'évidence, désespéré, et vous savez bien, au fond de vous même, que le temps nous est désormais mesuré pour redresser la situation.

- Au plan démographique c'est l'île la plus vide et la plus vieille de la méditerranée et, depuis trois ans, les décès y sont redevenus excédentaires sur les naissances. Le compte à rebours de la mort d'une communauté millénaire reprend après un court répit.

- Au plan économique, c'est une île en survie artificielle. Ses agriculteurs d'abord, ses hôteliers ensuite, n'ont trouvé de répit que dans le moratoire pour résorber, tout à fait provisoirement, leur endettement. L'industrie est totalement inexistante, et la vie a définitivement quitté des secteurs entiers de l'intérieur.

- Au plan politique, un système féodal et moyenâgeux règle, ici, les rapports entre les hommes : il organise la désertification et le désespoir car il y puise ses propres forces. Cela aussi, vous le savez bien, car vous le subissez aussi.

Le Parti Socialiste est désormais le premier parti de France : il va, si vous le voulez, gouverner demain, avec les partenaires qu'il s'est choisis. Il va, si vous le voulez rendre l'espoir à notre jeunesse. Il va, si vous le voulez, changer la vie, en Corse aussi.

Il s'en est donné les moyens :

- Un programme commun de Gouvernement qu'il a élaboré avec les principales formations politiques de la gauche et qui constitue l'armature solide, d'un vrai changement.

- Une proposition de loi portant statut particulier pour la Corse. Elle constitue le seul projet politique, économique et culturel sérieux dont la mise en œuvre pourrait dès demain, amorcer le redressement de la Corse.

Changer la vie, ici aussi, c'est faire confiance au Parti Socialiste. Pensez y, sérieusement, en toute liberté.

Je saurai, quant à moi, mériter votre confiance.

**Vincent CARLOTTI**



Document communiqué en vertu de la loi n° 100 du 19 mai 1981

# PROJET DE LOI

relative à la réforme de l'enseignement supérieur

Le Gouvernement a l'honneur de déposer sur le bureau de l'Assemblée nationale le projet de loi ci-dessous, accompagné d'un rapport de la Commission de la culture, de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Le projet de loi a pour objet de réformer l'enseignement supérieur en créant une nouvelle structure administrative, en modifiant les modalités de recrutement des enseignants-chercheurs, et en renforçant les liens entre l'enseignement supérieur et la recherche.

Le projet de loi est divisé en quatre titres : le premier titre concerne la structure administrative, le deuxième titre concerne le recrutement des enseignants-chercheurs, le troisième titre concerne la recherche, et le quatrième titre concerne diverses dispositions.

Le projet de loi est adopté par l'Assemblée nationale le 10 mai 1981, à l'unanimité des voix.

Le projet de loi est promulgué le 15 mai 1981, à l'issue de la séance plénière de l'Assemblée nationale.

Le projet de loi est publié au Journal officiel le 16 mai 1981, à l'issue de la séance plénière de l'Assemblée nationale.

Le projet de loi est enregistré au Journal officiel le 17 mai 1981, à l'issue de la séance plénière de l'Assemblée nationale.

Le projet de loi est communiqué à la Commission de la culture, de l'enseignement supérieur et de la recherche le 18 mai 1981, à l'issue de la séance plénière de l'Assemblée nationale.

Le projet de loi est communiqué à la Commission de la culture, de l'enseignement supérieur et de la recherche le 19 mai 1981, à l'issue de la séance plénière de l'Assemblée nationale.

Le projet de loi est communiqué à la Commission de la culture, de l'enseignement supérieur et de la recherche le 20 mai 1981, à l'issue de la séance plénière de l'Assemblée nationale.

Le projet de loi est communiqué à la Commission de la culture, de l'enseignement supérieur et de la recherche le 21 mai 1981, à l'issue de la séance plénière de l'Assemblée nationale.

Le projet de loi est communiqué à la Commission de la culture, de l'enseignement supérieur et de la recherche le 22 mai 1981, à l'issue de la séance plénière de l'Assemblée nationale.

Le projet de loi est communiqué à la Commission de la culture, de l'enseignement supérieur et de la recherche le 23 mai 1981, à l'issue de la séance plénière de l'Assemblée nationale.

Le projet de loi est communiqué à la Commission de la culture, de l'enseignement supérieur et de la recherche le 24 mai 1981, à l'issue de la séance plénière de l'Assemblée nationale.

Le projet de loi est communiqué à la Commission de la culture, de l'enseignement supérieur et de la recherche le 25 mai 1981, à l'issue de la séance plénière de l'Assemblée nationale.